

Zaire: Les menaces de Kinshasa

Jean Chatain

L'Humanité, 31 janvier 1997

LES autorités zaïroises ont appelé jeudi la communauté internationale à « agir face à l'agression prouvée » de « troupes étrangères », après que l'état-major zaïrois, dont la contre-offensive contre les populations insurgées du Kivu (est du pays) ne se déroule apparemment pas comme prévu, eut à nouveau accusé les armées ougandaise et rwandaise d'être présentes sur son territoire.

Conseiller spécial de Mobutu pour les « questions de sécurité », Honoré Ngbanda Nzambo menace d'une généralisation du conflit à l'ensemble des Grands Lacs : « Maintenant que nos voisins nous mettent en état de guerre, ils doivent supporter toute la responsabilité de leurs actes. »

L'état-major des forces armées zaïroises a annoncé jeudi, dans une « Correspondance de guerre », que les FAZ « sont attaquées par les troupes armées ougandaises, rwandaises et burundaises » dans la partie est du Zaïre. Bien évidemment sans un mot sur l'encadrement des FAZ par des « affreux » français, portugais, sud-africains ou angolais, sans parler des fournitures de matériels venues de Russie ou de France, à moins que ce soit du Maroc ou de l'Egypte.

Le chef de la rébellion zaïroise,

Laurent-Désiré Kabila, a reconnu jeudi à Goma (est) avoir des « relations très amicales » avec le Rwanda et l'Ouganda, mais affirmé ne recevoir aucune aide militaire de ces pays. Il a annoncé que ses troupes progressaient vers le nord-est et le sud-est du Zaïre. « Nous ne recevons pas d'aide extérieure mais on a beaucoup d'amis, ils nous supportent sur le plan politique », a-t-il ajouté. « Ils ont eu une expérience amère avec le régime zaïrois qui hébergeait leurs opposants. L'est du Zaïre était une base pour leurs opposants », a-t-il poursuivi, dans une allusion évidente aux raids terroristes organisés contre le Rwanda depuis le territoire zaïrois entre juillet 1994 et l'été 1996, ainsi qu'à ceux de l'ex-ministre de l'Intérieur, Nyangoma, à l'encontre des populations de l'ouest du Burundi. Selon le chef rebelle, le Zaïre et la Belgique, ancienne métropole coloniale, ont lancé ces accusations pour favoriser l'envoi d'une force multinationale dans l'est du pays. « Ils veulent que l'ONU fasse leur sale jeu afin que le régime zaïrois se maintienne au pouvoir. Ils font cela car les mercenaires (qui appuient l'armée zaïroise) ont échoué dans leur contre-offensive », a-t-il conclu.

JEAN CHATAIN.